



## Assemblée générale

Distr. générale  
15 janvier 2009

Soixante-troisième session  
Point 76 de l'ordre du jour

### Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 2008

[sur la base du rapport de la Sixième Commission (A/63/440)]

#### **63/125. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 32/44 du 8 décembre 1977, 34/51 du 23 novembre 1979, 37/116 du 16 décembre 1982, 39/77 du 13 décembre 1984, 41/72 du 3 décembre 1986, 43/161 du 9 décembre 1988, 45/38 du 28 novembre 1990, 47/30 du 25 novembre 1992, 49/48 du 9 décembre 1994, 51/155 du 16 décembre 1996, 53/96 du 8 décembre 1998, 55/148 du 12 décembre 2000, 57/14 du 19 novembre 2002, 59/36 du 2 décembre 2004 et 61/30 du 4 décembre 2006,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>1</sup>,

*Remerciant* les États Membres et le Comité international de la Croix-Rouge de leur contribution au rapport du Secrétaire général,

*Réaffirmant* la pérennité des règles humanitaires établies concernant les conflits armés et la nécessité de respecter et de faire respecter ces règles dans toutes les circonstances prévues par les instruments internationaux pertinents, en attendant qu'il soit mis fin à ces conflits le plus rapidement possible,

*Soulignant* qu'en cas de conflit armé il peut être fait appel à la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, en application de l'article 90 du Protocole I<sup>2</sup> aux Conventions de Genève de 1949<sup>3</sup>,

*Soulignant également* que la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits peut faciliter grâce à ses bons offices le retour au respect des dispositions des Conventions de Genève et du Protocole I,

*Soulignant en outre* qu'il faut, pour le renforcer, que le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire soit universellement accepté, et qu'il doit être largement diffusé et pleinement appliqué au niveau national, et se

<sup>1</sup> A/63/118 et Corr.1 et Add.1.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1125, n° 17512.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 75, n°s 970 à 973.

déclarant préoccupée par toutes les violations des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels<sup>4</sup>,

*Notant avec satisfaction* le nombre croissant de commissions nationales et autres organismes intervenant au niveau national auprès des autorités pour les conseiller sur l'application, la diffusion et le développement du droit international humanitaire,

*Prenant note avec satisfaction* des réunions de représentants de ces organismes organisées par le Comité international de la Croix-Rouge en vue de faciliter l'échange de témoignages concrets et d'idées sur leur propre rôle et les difficultés qu'ils ont à surmonter,

*Consciente* du rôle que joue le Comité international de la Croix-Rouge en offrant une protection aux victimes des conflits armés,

*Sachant gré* au Comité international de la Croix-Rouge des efforts qu'il ne cesse de faire pour promouvoir et mieux faire connaître le droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève et les Protocoles additionnels,

*Rappelant* les engagements pris à la trentième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, tenue à Genève du 26 au 30 novembre 2007, qui a réaffirmé la nécessité de renforcer l'application et le respect du droit international humanitaire,

*Notant* les graves préoccupations exprimées par les États quant aux conséquences humanitaires de l'utilisation d'armes à sous-munitions et prenant acte de l'adoption de la Convention sur les armes à sous-munitions à Dublin, le 30 mai 2008<sup>5</sup>, ainsi que de la négociation en cours d'une proposition sur cette question dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination,

*Notant également* l'entrée en vigueur, le 14 janvier 2007, du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III) adopté le 8 décembre 2005,

*Se félicitant* de l'important débat suscité par la publication en 2005 de l'étude du Comité international de la Croix-Rouge sur le droit international humanitaire coutumier et des mesures prises par le Comité pour mettre à jour le volume II de l'étude, consacré à la pratique, ainsi que du nombre croissant de traductions dans d'autres langues de certaines parties de l'étude, et attendant avec intérêt de nouveaux débats constructifs sur la question,

*Demandant* aux États Membres de faire connaître aussi largement que possible le droit international humanitaire et engageant toutes les parties à des conflits armés à en appliquer les dispositions,

*Notant* les responsabilités spécifiques qui incombent aux sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en tant qu'auxiliaires des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire, de coopérer avec les gouvernements de leurs États

---

<sup>4</sup> Ibid., vol. 1125, n<sup>os</sup> 17512 et 17513.

<sup>5</sup> Voir A/C.1/63/5, pièce jointe, partie II.

respectifs et de les aider à promouvoir, faire connaître et appliquer le droit international humanitaire,

*Prenant note* du fait que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>6</sup>, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002, vise les crimes de portée internationale les plus graves au regard du droit international humanitaire et qu'il manifeste, en rappelant qu'il est du devoir de chaque État de soumettre à sa juridiction pénale les responsables de ces crimes, la détermination de la communauté internationale à mettre un terme à l'impunité de leurs auteurs et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes,

*Reconnaissant* qu'il est utile qu'elle examine l'état des instruments de droit international humanitaire relatifs à la protection des victimes des conflits armés,

1. *Se félicite* de l'acceptation universelle des Conventions de Genève de 1949<sup>3</sup> et constate une tendance analogue en ce qui concerne l'acceptation des deux Protocoles additionnels de 1977<sup>4</sup> ;

2. *Engage* tous les États parties aux Conventions de Genève qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties aux Protocoles additionnels à une date aussi rapprochée que possible ;

3. *Demande* aux États parties au Protocole I<sup>2</sup> et aux autres États lorsqu'ils y deviendront parties de faire la déclaration prévue à l'article 90 du Protocole et de faire appel s'il y a lieu aux services de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, comme le prévoit l'article 90 du Protocole I ;

4. *Prie* tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de devenir parties à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé<sup>7</sup> et aux deux Protocoles y relatifs, ainsi qu'aux autres traités de droit international humanitaire relatifs à la protection des victimes des conflits armés ;

5. *Invite* tous les États parties aux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève à faire en sorte que ceux-ci soient largement diffusés et pleinement appliqués ;

6. *Prend note avec satisfaction* de l'adoption, à la trentième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de la résolution n° 3 sur la réaffirmation et la mise en œuvre du droit international humanitaire, intitulée « Préserver la vie et la dignité humaines dans les conflits armés », où il a été réitéré notamment que tous les États devaient adopter sur le plan national des mesures de mise en œuvre du droit international humanitaire visant notamment à assurer la formation des forces armées et à faire connaître ce droit auprès du grand public, et adopter les dispositions législatives nécessaires pour que les crimes de guerre soient punis, conformément à leurs obligations internationales ;

7. *Affirme* la nécessité de progresser dans l'application effective du droit international humanitaire ;

8. *Prend note avec satisfaction* de l'appui consultatif apporté par le Comité international de la Croix-Rouge aux efforts faits par les États Membres pour adopter des mesures législatives et administratives en vue d'appliquer le droit international humanitaire et à l'échange d'informations à ce propos entre les gouvernements ;

<sup>6</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

<sup>7</sup> *Ibid.*, vol. 249, n° 3511.

9. *Se félicite* du nombre croissant de commissions et comités nationaux chargés de faire appliquer le droit international humanitaire, de promouvoir la transposition en droit interne des traités qui le constituent et d'en assurer la diffusion ;

10. *Demande* à tous les États d'envisager de devenir parties au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés<sup>8</sup> ;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-cinquième session un rapport, établi à partir des renseignements reçus des États Membres et du Comité international de la Croix-Rouge, sur l'état des Protocoles additionnels relatifs à la protection des victimes des conflits armés et sur les mesures prises en vue de renforcer le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire, notamment pour en assurer la diffusion et la pleine application au niveau national ;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-cinquième session la question intitulée « État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés ».

*67<sup>e</sup> séance plénière  
11 décembre 2008*

---

<sup>8</sup> Ibid., vol. 2173, n° 27531.